

# Conseil Municipal

## Jeudi 12 Décembre 2024

### Compte-rendu

*Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 6 Décembre 2024.*

**Présents :** ALEXANDRE VIRGILE Dominique, BAUDOUX Bernard, BERNARD Serge, CARPENTIER François, DEHIER Philippe, DENEUBOURG Sandrine, DENYS Agnès, DURIEUX Jean, DURSANT Sébastien, GEORGES Hugo, HUFFORD Virginie, LAGRENE Laurent, LEROY Brigitte (jusqu'au point 14 puis procuration à Michel WAGER), MAIRIAUX Isabelle, PARIS Vanessa, POL Maxime, THURETTE Pascal, TOURNAY Sylvie, WAGER Corinne, WAGER Michel. (20 membres).

**Ont donné procuration :** CARON Marianne (à Isabelle MAIRIAUX), DEPRET Kévine (à Bernard BAUDOUX), DESSE Janique (à Serge BERNARD), DESSE Perrine (à Sylvie TOURNAY), N'DIAYE Betty (à Jean DURIEUX), OUMHETA Bilel (à Agnès DENYS), VOLKAERT David (à Pascal THURETTE), YEDDOU Leïla (à Hugo GEORGES). (8 membres).

**Excusé :** PALMISTE Logan (1 membre).

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.

Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.

L'assemblée s'ouvre sur une minute de silence en hommage à Nicole Demilly, disparue brutalement en novembre dernier. Monsieur le maire rappelle que Madame Demilly était encore présente au dernier conseil le 21 Octobre. Il souligne l'engagement sans faille de cette élue de longue date, très investie dans les activités sociales de la commune (CCAS, Contact, Synergie, La Ruche...). A ce titre, de nombreuses personnes lui ont rendu un hommage républicain à l'espace Joséphine Baker le jour de ses funérailles.

Le décès de Nicole Demilly entraine l'arrivée de Virginie Hufford au sein de l'équipe municipale. Mme Hufford est chargée de mission pour l'association Mots et Merveilles. Monsieur le Maire souligne les bienfaits de cette association pour la population du territoire ; l'un des seuls où le taux d'illettrisme baisse.

D'autres informations accompagnent l'ouverture de la séance :

- Lancement des travaux de rénovation de la gare et de son parvis avec Sambre Mobilité (ex SMTUS) dans la continuité de la verrière et du parking silo. Viendront ensuite la rénovation de l'ensemble des quais et leur mise en accessibilité. La gare d'Aulnoye-Aymeries fait partie des 11 gares de la région qui bénéficieront d'une rénovation ; preuve de son attractivité et de sa vitalité. Le chantier du parvis entraînera des désagréments pour les riverains et commerçants durant 6 à 7 mois. Une concertation va être engagée pour en limiter la portée.
- Retour des liaisons avec Mons et Bruxelles, dès le 19 Décembre. Fruit d'un long combat tant politique qu'associatif et syndical, Aulnoye-Aymeries a enfin su récupérer une liaison directe

avec la Belgique. Et non des moindres puisque cette nouvelle ligne Paris – Bruxelles via Mons offre 3 allers retours par jour semaines et week-ends. Monsieur le Maire rappelle qu'Aulnoye-Aymeries est la seule gare étoile du territoire. Ces trains Ouigo viennent compléter (et non concurrencer) l'offre traditionnelle SNCF Maubeuge – Paris portant ainsi à 8 le nombre d'arrêts vers la capitale.

- Autre bonne nouvelle : le retour des séjours au ski pour 20 jeunes de la commune grâce à la réintégration de la ville dans le dispositif de géographie prioritaire. Un premier pas même si à terme le maire souhaite voir revivre les séjours à la montagne pour les écoliers.
- Dans un autre registre, Monsieur Baudoux évoque le lancement d'une DUP (Déclaration d'utilité publique) pour le 19 rue de l'Hôtel de ville (Ex Demay). Cet établissement compte un espace commercial en rez-de-chaussée et des logements à l'étage. Or, le rez-de-chaussée est fermé depuis de nombreux mois alors qu'il offre plusieurs possibilités de créations commerciales.
- Après de nombreux retards, les policiers ont enfin intégré le nouveau commissariat. Une ouverture attendue de longue date tant par les fonctionnaires de police que par les habitants. Monsieur le maire rappelle, néanmoins, que le renforcement des effectifs reste une priorité.
- Côté commerces, citons la reprise du PMU face à la gare sans oublier le passage de témoin chez Léon où Josette Delalu fait valoir ses droits à la retraite après plus de 60 ans de carrière. Un tatoueur a également ouvert Place de la Poste. Enfin, Action connaît un démarrage retentissant sachant que Burger King suivra d'ici quelques jours. Une ouverture qui entraîne une redynamisation du centre-ville et qui satisfait les commerces implantés autour des Marquises.
- Pour terminer, Monsieur Baudoux invite les élus à prendre connaissance des 4 pages publiées dans le Figaro Magazine. Un reportage intitulé "L'illettrisme s'en sortir coûte que coûte" réalisé par Jérémy Lupin. Le photojournaliste a suivi les apprenants de Mots et Merveilles pendant 2 ans afin de retranscrire au mieux leur quotidien.
- A venir : Marché de Noël, 32ème de finale EFAC – Lyon, cérémonie des vœux le 15 janvier.
- Pour conclure, annonce des premiers artistes programmés aux Nuits Secrètes : Damso, Santa et Zaho de Sagazan.

Monsieur le Maire dit avoir reçu deux questions diverses du groupe Ensemble pour Aulnoye-Aymeries.

Il propose également l'adoption d'une motion contre la baisse des dotations de l'Etat.



## Motion adoptée à l'unanimité :

### **Non à l'injustice et aux baisses de dotations de l'Etat, Oui à un vrai partage des richesses**

Le jeudi 12 décembre, les élus de la ville d'Aulnoye-Aymeries réunis en conseil municipal ont exprimé leur opposition aux 10 milliards d'euros de prélèvements que l'État souhaite imposer aux communes et à leurs groupements dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025.

Selon les différentes mesures annoncées par le Gouvernement dans le cadre de l'élaboration du Projet de loi de finances pour l'année 2025, la ville d'Aulnoye-Aymeries, par la hausse du taux de cotisation à la CNRACL (Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) perdrait près de 300 000 euros dans son budget de fonctionnement.

Il en va de même pour l'établissement public de coopération intercommunale, la communauté d'agglomération Maubeuge-Val de Sambre, dans lequel la ville fait partie. L'Agglomération, par la baisse du fonds de compensation TVA, le gel de la dynamique TVA et la hausse du taux de cotisation à la CNRACL, perdrait près de 3 millions d'euros dans son fonctionnement. Ce qui se traduit par moins de services proposés aux habitants du ressort territorial.

Ces mesures s'ajoutent aux différentes coupes budgétaires réalisées sous les différentes gouvernances précédentes, et notamment desquelles la baisse de la dotation globale de fonctionnement enlevant 1 million d'euros par an à la commune depuis 2013.

La ville d'Aulnoye-Aymeries, comme toutes les communes de France, tiennent à rappeler qu'elles ne sont nullement responsables des déficits réalisés par l'Etat. Au contraire, selon la loi, les villes doivent voter leur budget à l'équilibre malgré des diminutions budgétaires persistantes. C'est en ce sens que nous appelons à un véritable partage des richesses, afin que les acteurs privés prennent pleinement leur part dans l'effort financier.

Objectivement, si nous sommes reconnaissants pour le pacte 1 et 2 et nous l'espérons 3, nous réclamons le maintien de nos capacités d'investissement et de fonctionnement pour faire face à notre contribution dans cette partie.

La ville d'Aulnoye-Aymeries, avec le bloc communal, appellent le Gouvernement et le Parlement à modifier le projet de loi de finances pour l'année 2025, en retirant toute baisse des dotations fournies aux collectivités dans le cadre de l'exercice de leurs compétences.

Enfin, nous appelons le Gouvernement à reprendre un vrai travail de dialogue et d'écoute avec les communes, échelon central de la vie locale.

- Avant d'ouvrir l'ordre du jour, Monsieur le Maire propose de commencer par évoquer l'une des deux questions du groupe Ensemble pour Aulnoye-Aymeries :

*"Nous nous faisons le porte-parole des riverains de la Rue de Maubeuge, victimes des nuisances occasionnées par la construction de logements de la future Rue de la Paix. Nous demandons en urgence une réunion avec le maître d'œuvre et les riverains afin d'avoir une présentation précise du déroulé du chantier. Nous souhaitons une concertation active afin de réduire au maximum les nuisances sonores et tous troubles occasionnés aux bâtis existants".*

Monsieur Baudoux souscrit à cette interpellation puisqu'il a déjà rencontré à plusieurs reprises des riverains. Il cède la parole à Stéphane Szymura, directeur des services techniques afin qu'il retrace les grandes lignes de ce projet, porté par Partenord qui souhaite y construire 116 logements locatifs pour 126 places de stationnement. Pour ce faire, une voirie sera créée avec deux entrées et sorties distinctes en sens unique vers la Rue de Maubeuge. Les travaux ont débuté en mai. Partenord ayant choisi le groupe Edouard Denis comme maître d'ouvrage via une Vefa (vente à l'état à futur achèvement).

Le maire explique que l'adjoint aux travaux et des techniciens avaient pris attache, en amont, avec des riverains mais reconnaît qu'ils ont fait l'erreur de ne pas y inclure ceux des habitations frontales.

Il cite deux situations suivies en temps réel par la municipalité. Le cas d'un habitant dont le chalet a été endommagé par la chute de gravats (chalet qui a été remplacé à neuf à la charge de l'entreprise).



Également la dégradation d'un mur mitoyen chez une riveraine pour laquelle un constat d'huissier a été réalisé en début de chantier. De plus, lors d'une réunion de chantier le jour même, il a été exigé de l'entreprise la pose d'une signalisation visible et le nettoyage régulier des routes.

Isabelle Mairiaux dénonce des nuisances répétées : réveil à 6 h du matin par le début des travaux, vibrations, voirie glissante et réclame une concertation et une rencontre avec le maître d'ouvrage. Monsieur Baudoux déplore le non-respect des règles par l'entreprise et rappelle que c'est Partenord qui est porteur de projet. La ville reste néanmoins très attentive et va provoquer une réunion avec le groupe Edouard Denis et le bailleur afin de rappeler certaines règles à respecter. Il annonce que Madame Mairiaux tout comme les autres riverains seront invités à une réunion publique.

### Décisions de Monsieur le Maire :

- N°50 : Déclaration sans suite pour motif d'intérêt général de la consultation relative à la construction d'une unité de chaleur urbaine Quartier Fâche la Chapelle
- Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 21 Octobre 2024 **Pas d'avis contraire**

## OUVERTURE DE L'ORDRE DU JOUR

### 1) ELECTION D'UNE ADJOINTE

Cette élection fait suite au décès de Nicole Demilly et fera l'objet d'un vote à bulletins secrets.

Monsieur le maire propose Corinne Wager.

Pas d'autre proposition.

Agnès Denys est désignée pour faire l'appel. Maxime Pol et Vanessa Paris pour le dépouillement.

Corinne Wager est élue adjointe avec 25 suffrages exprimés (28 votants – 3 nuls ou blancs).

## FINANCES

### 2) DECISION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET ANNEXE CENTRE SOCIAL LA FLORENTINE

Suite à un courrier de l'ARS, il convient de rembourser une subvention perçue pour l'action « Accompagnement des habitants dans un parcours de suivi dans la lutte contre la sédentarité et l'accompagnement au rééquilibrage alimentaire » non réalisée en totalité.

#### Section de fonctionnement :

##### Dépense :

Diminution du chapitre 011 « Charges à caractère général » d'un montant de 7 000 €.

Inscription au chapitre 67 « Charges exceptionnelles » un montant de 7 000 €

**Le Conseil Municipal est invité à approuver la décision modificative n° 2 du budget annexe Centre social La Florentine et à autoriser le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette décision.**

Monsieur le maire cède la parole à Sébastien Dursent qui explique qu'en raison de la crise sanitaire, des structures comme les centres sociaux ont été contraints de tourner au ralenti et donc d'annuler de nombreuses actions. La somme à rendre est donc au prorata du programme d'animations qui a dû être annulé.

**Vote : Unanimité**

### 3) DISSOLUTION DU BUDGET ANNEXE CENTRE SOCIAL LA FLORENTINE ET INTEGRATION DES RESULTATS AU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Dans un souci de simplification du suivi des actions et en accord avec les différents financeurs, la commune souhaite dissoudre le budget annexe centre sociale la Florentine au 31 décembre 2024 et l'intégrer au budget



principal de la ville au 01 janvier 2025.

L'intégralité des résultats ainsi que l'intégralité des restes à recouvrer et à réaliser seront transférés au budget principal de la ville.

**Le Conseil Municipal est invité à**

- **Approuver** la dissolution juridique du budget annexe centre social la Florentine au 31 décembre 2024
- **Approuver** la dissolution comptable du budget annexe centre social la Florentine au 31 décembre 2025 ainsi que l'intégration des résultats, restes à recouvrer et à réaliser au budget principal de la ville.
- **Autoriser** le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de cette décision.

**Brigitte Leroy, adjointe aux finances, souligne que cette dissolution vise à simplifier le fonctionnement municipal mais ne remet pas en cause les modalités de gouvernance du centre social.**

**Vote : Unanimité**

#### **4) RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE**

Le ROB 2025 de la commune, support du débat d'orientation budgétaire, présente dans un 1<sup>er</sup> temps une rétrospective budgétaire 2018-2024 et dans un second temps, une perspective du fonctionnement 2025 et des projets d'investissement 2025.

Il est rappelé, qu'il n'y a pas obligation de vote sur le rapport d'orientation seul le débat est obligatoire.

**Brigitte Leroy retrace les grandes lignes du budget à venir. Monsieur le Maire déplore le flou dans lequel les collectivités ont dû travailler leur budget faute d'une loi de finances votée par le gouvernement. Il espère néanmoins que le nouveau projet de loi atténuera les contributions envisagées par le précédent gouvernement avant le vote de la motion de censure. Il tient à féliciter les services municipaux grâce auxquels 75 % des investissements programmés ont été réalisés. Un taux nettement plus haut que l'AMVS qui s'en tient à 50 %. Dernier exemple et non des moindres : la fin du chantier du centre administratif et la poursuite de la rénovation de la place du Docteur Guersant (Hôtel de ville, parc, plantation de 90 arbres et création de 110 places de parking).**

**Pas de question, pas de remarque de l'assemblée.**

#### **5) VERSEMENT SUBVENTIONS AUX ECOLES ANNEE 2024**

Le versement des subventions aux écoles doit faire l'objet d'une délibération en fin d'année.

Les crédits ont été votés au BP et au BS 2024.

Calculs effectués en fonction des effectifs au 01/10/2024.

**Vote : Unanimité**

#### **6) REVERSEMENT DES CHARGES INCOMBANT AU BUDGET ANNEXE « CSC LA FLORENTINE » COMPTABILISEES SUR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE**

Durant l'année 2024, certaines prestations ont été transférées au budget annexe « Centre social La Florentine ». Le personnel rattaché aux différents services transférés a été payé sur le budget principal de la ville.

Il convient aujourd'hui de procéder au remboursement de ces charges qui s'élèvent à un montant de 405 827.85 € du budget annexe « Centre social La Florentine » vers le budget principal de la ville.

**Le Conseil Municipal est invité à autoriser le reversement des charges qui concernent le budget annexe « Centre social la Florentine » vers le budget principal de la ville.**

**Vote : Unanimité**

#### **7) REGULARISATION DES RECETTES EN ATTENTE ANTERIEURES A 2023**

Les états de développement des soldes des comptes de tiers 47138 et 4718 font apparaître des sommes en attente de régularisation et pour lesquelles nous n'avons pas de justificatif.

En accord avec le Centre de gestion d'Avesnes, il convient de les régulariser avant le 31 décembre 2024.

Au compte de tiers 47138, il convient de régulariser un montant de 251.07 € et au compte de tiers 4718, une somme de 25 057.25 € soit un total de 25 308.32 €.

**Le Conseil Municipal est invité à autoriser la régularisation des sommes en attentes pour un montant de 25 308.32 €.**

**Vote : Unanimité**



## **8) MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°7 DU 11 JUIN 2020 DONNANT DELEGATION A MONSIEUR LE MAIRE**

Afin de fluidifier la mise en œuvre des admissions en non-valeur, en simplifiant l'apurement des créances de faible montant, l'article 173 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 permet aux assemblées délibérantes de déléguer l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables de faible montant aux exécutifs. Le décret n° 2023-523 du 29 juin 2023 fixe le seuil de délégation à 100 € par titre de recettes. Aujourd'hui, il est proposé au conseil municipal de modifier la délibération n°7 en y ajoutant l'autorisation à Monsieur le Maire de procéder à l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables d'un montant inférieur ou égal à 100 €, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

**Le Conseil Municipal est invité à approuver la modification exposée ci-dessus de la délibération donnant délégation à Mr le Maire. *Vote : Unanimité***

## **9) REVISION N°3 DE L' AP/CP : RENOVATION ENERGETIQUE DE LA SALLE LADOMEQUE**

Dans le cadre du budget supplémentaire ville, il est nécessaire de réviser l'AP/CP afin de prendre en compte les crédits qui seront effectivement mandatés sur les différents exercices.

### **Révision n°2 :**

	<b>Autorisation de programme TTC</b>	<b>Mandatement avant 2024</b>	<b>CP 2024</b>	<b>CP 2025</b>
<b>DEPENSE</b>	<b>2 248 161,83</b>	<b>152 257,19</b>	<b>2 095 904,63</b>	<b>-</b>
Etude faisabilité	37 107,60	10 554,00	26 553,60	
AMO	133 200,00	84 096,94	49 103,06	
Travaux de désamiantage	57 606,25	57 606,25		
Travaux avec avenants	2 020 247,98		2 020 247,97	
<b>RECETTE</b>	<b>2 248 161,83</b>	<b>152 257,19</b>	<b>2 095 904,64</b>	
ETAT	392 640,00		392 640,00	-
ANS	600 000,00		600 000,00	-
Région	200 000,00		200 000,00	-
FCTVA	368 788,47		24 976,27	343 812,20
FDC CAMVS	334 164,10		334 164,10	-
Part à charge	352 569,26	152 257,19	544 124,27	- 343 812,20

Au vu de l'avancement de la facturation des travaux par les entreprises, il est donc nécessaire de modifier l'échéancier des crédits de paiements de l'AP de la manière suivante :

	<b>Autorisation de programme TTC</b>	<b>Mandatement avant 2024</b>	<b>CP 2024</b>	<b>CP 2025</b>
<b>DEPENSE</b>	<b>2 248 161,83</b>	<b>152 257,19</b>	<b>1 696 668,32</b>	<b>399 236,31</b>
Etude faisabilité	37 107,60	10 554,00	8 145,60	18 408,00
AMO	133 200,00	84 096,94	34 124,18	14 978,88
Travaux de désamiantage	57 606,25	57 606,25		
Travaux avec avenants	2 020 247,98		1 654 398,54	365 849,43
<b>RECETTE</b>	<b>2 248 161,83</b>	<b>152 257,19</b>	<b>1 696 668,32</b>	<b>399 236,32</b>
ETAT	392 640,00		265 584,70	127 055,30
ANS	600 000,00		480 000,00	120 000,00
Région	200 000,00		118 332,54	81 667,46
FCTVA	368 788,47		22 610,19	346 178,27
FDC CAMVS	334 164,10		109 580,40	224 583,70
Part à charge	352 569,26	152 257,19	700 560,49	- 500 248,42

**Le Conseil Municipal est invité à :**

- **Approuver et voter** la révision n°3 de l'autorisation de programme et les crédits paiement –  
Rénovation énergétique de la salle Ladoumègue.

**Précise** que les crédits de paiements 2024 sont prévus au budget supplémentaire 2024.

**Autorise** le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document relatif à ce dossier.

**Vote : Unanimité**

## **10) OUVERTURE PAR ANTICIPATION DES CREDITS DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2025**

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser le Maire ou son représentant à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2025 suivant le tableau ci-dessous :

Nature	Chapitre	Libellé	Montant BP +DM+BS 2024 hors AP/CP	Montant des ouvertures de crédits par anticipation
2031	20	FRAIS D'ETUDES	50 000,00	12 500,00
			<b>50 000,00</b>	<b>12 500,00</b>
204114	204	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	115 000,00	28 750,00
			<b>115 000,00</b>	<b>28 750,00</b>
2115	21	TERRAINS BATIS	62 000,00	15 500,00
21838	21	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	100 000,00	25 000,00
2188	21	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	194 443,92	48 610,98
			<b>356 443,92</b>	<b>89 110,98</b>
2313	23	CONSTRUCTIONS	826 293,60	206 573,40
			<b>826 293,60</b>	<b>206 573,40</b>
		<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 347 737,52</b>	<b>336 934,38</b>

**Vote : Unanimité**

## **11) AUTORISATION AU MAIRE POUR REALISER UN CONTRAT DE LIGNE DE TRESORERIE D'UN MONTANT DE 2 000 000 € AVEC ARKEA**

Le conseil Municipal est invité à donner délégation à Monsieur le Maire pour la réalisation des contrats de ligne de trésorerie 2024, en vertu de l'article L 2122.22 modifié par la loi n°2000.1208 du 13 décembre 2000,

**Le Conseil Municipal est invité à autoriser Monsieur Le Maire à réaliser :**

- Un contrat de ligne de trésorerie d'un montant de 2 000 000 € auprès de ARKEA pour les dossiers de requalification du centre administratif, hôtel de ville et de la place du docteur Guersant. Cette ligne de trésorerie sera remboursée au fur et à mesure de la perception des subventions.

**Monsieur Baudoux explique que l'Etat impose aux collectivités un délai de paiement de 20 jours + 10 aux trésoreries alors que le versement des subvention est beaucoup plus tardif. Ce qui explique cette décision.**

**Vote : Unanimité**

## **12) VERSEMENTS D'AVANCES DE SUBVENTIONS 2025 AUX ASSOCIATIONS**

Afin de ne pas pénaliser certaines associations, notamment celles devant s'acquitter de charges de personnel, il est demandé au Conseil Municipal de délibérer avant le vote du budget primitif 2025 sur une avance de 3 mois.

Les montants seront versés mensuellement.



Nom des associations	Montant voté en 2024	Montant total des 3 premières mensualités versées en 2024	Montant versé en janvier, février et mars
CCAS Aulnoye-Aymeries	238 135,00	59 533,75	19 844,58
Centre social Place du 8 mai	170 000,00	42 500,00	14 166,67
Syndicat d'initiative	50 000,00	12 500,00	4 166,67
SIG	153 000,00	38 250,00	12 750,00
Association Nuits secrètes	87 000,00	21 750,00	7 250,00
Amicale d'Aulnoye-Aymeries	41 350,00	10 337,50	3 445,83
Théâtre de Chambre	48 600,00	12 150,00	4 050,00
VTE	56 700,00	14 175,00	4 725,00
EFA FC	112 000,00	28 000,00	9 333,33
ASA Basket	63 700,00	15 925,00	5 308,33
HBC Aulnoye-Hand Ball Filles	78 700,00	19 675,00	6 558,33
Théâtre du manège	135 000,00	33 750,00	11 250,00
<b>TOTAL</b>	<b>1 234 185,00</b>	<b>308 546,25</b>	<b>102 848,75</b>

#### Vote : Unanimité

Les élus siégeant au sein des différentes associations ne prennent pas part au vote et seront mentionnés dans les délibérations.

### **13) ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION FONDS LOCAL D'ANIMATION (FLA) A L'ASSOCIATION DE COMMERÇANTS AULNOYE DYNAMIC POUR UN MONTANT DE 1000 €**

L'agglomération Maubeuge verse à la commune un fond local d'animation d'un montant de 1 000 € pour la mise en place d'actions ou manifestations sociales, socioculturelles ou festives. Charge à la commune de reverser ce fonds à une ou des associations.

Pour justifier de ce fonds, un bilan d'action est demandé aux associations qui se voient attribuer cette aide. Afin d'encourager la dynamique commerciale, la commune a décidé d'attribuer cette subvention à l'association Aulnoye Dynamic.

**Le Conseil Municipal est invité à valider l'attribution de la subvention FLA à l'association Aulnoye Dynamic. Vote : Unanimité**

## **DIRECTION GENERALE DES SERVICES**

### **14) COMPOSITION DE LA COMMISSION FINANCES**

Considérant la demande de Monsieur Logan Palmiste qui souhaite céder sa place au sein de la commission à Madame Isabelle Mairiaux,

Considérant la démission de Monsieur Michel Dewaele,

Considérant la démission de Madame Jeannine Adelinet,

Considérant le décès de Madame Nicole Demilly,

Il est proposé au Conseil Municipal d'entériner la composition de la commission finances comme suit :

**Bernard Baudoux, Brigitte Leroy, Agnès Denys, Jean Durieux, Sylvie Tournay, Serge Bernard, David Volkaert, Hugo Georges, Pascal Thurette, Sébastien Dursent, Michel Wager, Corinne Wager, Laurent Lagrené, Isabelle Mairiaux, Philippe Dehier. Vote : Unanimité**

### **15) COMMISSION MUNICIPALE EDUCATION, SOLIDARITE, PREVENTION, JEUNESSE ET SANTE**

Nomination de Madame Virginie Hufford, conseillère municipale, pour siéger au sein de la commission municipale « Education, solidarité, prévention, jeunesse et santé ». **Vote : Unanimité**

### **16) REMPLACEMENT DE MADAME DEMILLY AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS (Délibération n°12 du 11/09/2020)**

Représentants des élus actuels :



- Bernard Baudoux, Agnès Denys, Dominique Alexandre-Virgile, Pascal Thurette, Betty N'Diaye, Perrine Desse, Marianne Caron. **Le groupe propose Kévine Dépret. Vote : Unanimité**

**17) REMPLACEMENT DE MADAME DEMILLY COMME MEMBRE TITULAIRE DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL (Délibération n°351 du 8 Décembre 2022)**

Composition actuelle (revue après la démission de Mme Adelinet au 8 février 2024)

Titulaires : Serge Bernard, Agnès Denys, Pascal Thurette, Corinne Wager,

Suppléants : Hugo Georges, Dominique Alexandre Virgile, Michel Wager, Maxime Pol, Brigitte Leroy.

**Il est proposé de nommer Dominique Alexandre Virgile, titulaire et Kévine Dépret, suppléante. Vote : Unanimité**

**18) REMPLACEMENT DE MADAME DEMILLY POUR SIEGER AU SEIN DE SYNERGIE (Délibération n°16 du 11/06/2020)**

Lors de la délibération n°16 du 11 Juin 2020, ont été désignés pour siéger au sein de l'association Synergie, en sus de Mme Demilly : David Volkaert, Sébastien Dursent, Sylvie Tournay. **Le groupe propose Dominique Alexandre Virgile. Vote : Unanimité**

**19) REMPLACEMENT DE MADAME DEMILLY POUR REPRESENTER LA COMMUNE AU SEIN DE L'ASSOCIATION VIVRE TOUS ENSEMBLE (Délibération n°19 du 11/09/2020)**

Lors de la délibération n°19 du 11 Juin 2020, ont été désignés pour représenter la commune au sein de l'association VTE, en sus de Mme Demilly : Brigitte Leroy, Kévine Dépret, Isabelle Mairiaux. **Le groupe propose Maxime Pol. Vote : Unanimité**

**20) REMPLACEMENT DE MADAME DEMILLY POUR REPRESENTER LA COMMUNE AU SEIN DE L'ASSOCIATION CONTACT (Délibération n°20 du 11/09/2020)**

**Le groupe propose Dominique Alexandre Virgile. Vote : Unanimité**

**21) REMPLACEMENT DE MADAME DEMILLY POUR REPRESENTER LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'EXPLOITATION DU CENTRE MUNICIPAL DE LA FLORENTINE (Délibération n°26 du 11/09/2020)**

Ont été désignés le 11 Juin 2020, en sus de Mme Demilly : Bernard Baudoux, Brigitte Leroy, Serge Bernard, Agnès Denys, Sébastien Dursent, Bilel Ouhmeta, Pascal Thurette. **Le groupe propose Hugo Georges. Vote : Unanimité**

**22) REMPLACEMENT DE MADAME DEMILLY COMME MEMBRE TITULAIRE DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

Composition actuelle (revue après la démission de Mme Adelinet en séance du 8 février 2024) :

- Titulaires : Serge Bernard, Pascal Thurette, Maxime Pol, Isabelle Mairiaux.

- Suppléants : Hugo Georges, Brigitte Leroy, Jean Durieux, Kévine Dépret, Philippe Dehier. **Le groupe propose Dominique Alexandre Virgile. Vote : Unanimité**

**23) REMPLACEMENT DE MADAME DEMILLY COMME MEMBRE ELU TITULAIRE AU SEIN DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (Délibération n°46 du 2/07/2020)**

Titulaires : Agnès Denys, Brigitte Leroy, Laurent Lagrené, Serge Bernard, Kévine Dépret.

Suppléants : Hugo Georges, Janique Desse, Sandrine Deneubourg, Corinne Wager, Jean Durieux. **Le groupe propose Corinne Wager, titulaire et Betty N'Diaye, suppléante. . Vote : Unanimité**



## **24) REMPLACEMENT DE MADAME DEMILLY COMME MEMBRE TITULAIRE DE LA COMMISSION DE DELEGATION DES SERVICES PUBLICS (Délibération n°75 du 8/10/2020)**

Composition actuelle (revue après la démission de Mme Adelinet en séance du 8 Février 2024)

Titulaires : Serge Bernard, Pascal Thurette, Maxime Pol, Isabelle Mairiaux.

Suppléants : Hugo Georges, Brigitte Leroy, Jean Durieux, Kévine Dépret, Philippe Dehier. **Le groupe propose Dominique Alexandre Virgile. Vote : Unanimité**

## **25) RETROCESSION D'UNE CONCESSION DE CIMETIERE**

Un couple de particuliers, titulaires d'un terrain n° 587 au cimetière d'Aymeries (et d'un caveau), a manifesté le souhait de rétrocéder à la commune cette concession à titre onéreux.

Cette concession a été acquise le 15 avril 2013 pour une durée de 50 ans, pour la somme de 200 euros.

Cette concession est libre de toute occupation.

Il s'agit de se prononcer sur le remboursement de la somme de 102,96 euros, représentant les 2 tiers du montant de la concession (le dernier tiers correspondant à la part pour le CCAS).

La concession sera revendue au tarif en vigueur à un nouvel acquéreur ; lequel s'engage également à acheter de gré à gré le caveau qui figure sur cet emplacement

**Le conseil municipal est sollicité pour valider cette transaction comme indiqué et de procéder au remboursement de celle-ci à hauteur de 102.96 €. Vote : Unanimité**

# **SERVICES TECHNIQUES – PATRIMOINE - URBANISME**

## **26) VENTE GRT GAZ AU PROFIT DE LA COMMUNE**

Suite à l'abandon d'une partie d'un réseau GRTgaz et à la démolition d'un bâtiment de dépression rue Joseph Fontaine, GRTgaz nous propose une rétrocession des parcelles AE271 et AE384 où était implanté ce bâtiment. **Vote : Unanimité**

## **27) CONVENTION DE SERVITUDES ENEDIS LES MARQUISES RUE JEAN JAURES**

Dans le cadre du projet de construction du pôle commercial les Marquises, il convient de signer une convention de servitudes avec Enedis afin de leur permettre d'alimenter le nouveau poste de Transformation électrique sur la zone (derrière le magasin Action) depuis la rue Jean Jaurès.

Il convient donc d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette convention de servitudes. **Vote : Unanimité**

## **28) MISE A LA CASSE DU FOURGON IMMATRICULE 415CRT59 ET CESSIION DE LA PEUGEOT 206 IMMATRICULE CH-652-WK**

Le fourgon Renault immatriculé 415CRT59 étant arrivé en fin de vie, il convient de procéder à sa mise à la casse pour destruction.

En outre, la Peugeot 206 immatriculée CH-652-WK étant également en fin de vie avec notamment un moteur HS, il est proposé de la vendre pour pièce pour un montant de 500 €.

**Le Conseil Municipal est invité à valider ces deux points et autoriser Monsieur le maire à signer tous documents relatifs à ces dossiers. Vote : Unanimité**

## **29) DECLASSEMENT DE LA PARCELLE A1391**

Dans le cadre de la cession de l'ancienne mairie d'Aymeries et après bornage de la parcelle A1391, il convient de déclasser cette même parcelle A1391 du domaine public dans le domaine privé communal.

**Vote : Unanimité**



## RESSOURCES HUMAINES

### **30) ADHESION AU CONTRAT DE GROUPE ASSURANCE STATUTAIRE DU CDG59 pour la période du 01/01/2025 au 31/12/2028**

La commune a mandaté le Centre De Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord afin de négocier un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut des agents relevant de la CNRACL ;

Vu le résultat de la Commission d'Appel d'Offres du Centre De Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord en date du 30 septembre 2024 ;

Considérant qu'à l'issue de la mise en concurrence, le GDG 59 a retenu comme prestataire **DIOT SIACI GROUPAMA** afin de couvrir les risques suivants :

- décès
- Maternité/Paternité/Adoption
- Longue Maladie/Longue Durée (avec une franchise de 60 jours consécutifs)
- CITIS (avec une franchise de 60 jours consécutifs)
- Temps Partiel Thérapeutique
- A un taux de cotisation de 9.15 %

L'adhésion au contrat groupe est liée à la signature d'une convention de gestion permettant de définir les conditions dans lesquelles s'établissent et s'organisent les relations relatives à la gestion du contrat d'assurance statutaire souscrit par la commune d'Aulnoye-Aymeries.

Cette convention définit les interventions du CDG59 qui portent notamment sur :

- les tâches liées à la passation et à la gestion du marché public,
- le suivi de l'exécution du contrat,
- un rôle d'information et de conseil.

La commune d'Aulnoye-Aymeries participe aux frais d'intervention du CDG59 à raison de la masse salariale déclarée chaque année auprès du prestataire d'assurances. Cette participation est fixée à 4% de la prime acquittée et pourra être révisée chaque année par le conseil d'administration du CDG59.

**LE CONSEIL MUNICIPAL est invité à autoriser la commune à :**

**Adhérer au contrat groupe d'assurance statutaire du Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025,**

**Autoriser le Maire à signer tous les documents relatifs au contrat d'assurance statutaire du CDG59,**

**Vote : Unanimité**

### **31) ACTUALISATION DU REGIME DES HEURES D'ASTREINTE**

Ce point est passé à l'ordre du jour du Comité Social Territorial (CST) du 27 juin 2024.

Il est nécessaire d'actualiser la délibération cadre préalable.

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité.

Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte ou, à défaut, donner lieu à un repos compensateur sous certaines conditions.

La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la sante, justifie un encadrement spécifique.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.



Ce point étant passé à l'ordre du jour du Comité Social Territorial le jeudi 27 juin 2024, il est proposé au Conseil Municipal de définir un régime d'astreinte applicable au sein de la collectivité. **Vote :**

**Unanimité**

### **32) DELIBERATION PONCTUELLE ANNUELLE D'AUTORISATION DE CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR FAIRE FACE A :**

#### **- Un accroissement temporaire d'activité**

Il est proposé au de créer, à compter du 01/01/2025, les emplois non permanents, à temps complet suivants :

- 3 adjoints d'animation (échelle C1)
- 3 adjoints technique (échelle C1)

Il convient également de créer, à compter du 01/01/2025, les emplois non permanents à temps non complet suivants :

- 1 adjoint d'animation (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 8 h/ semaine pour l'animation et l'encadrement lors de la restauration scolaire,
- 1 adjoint d'animation (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 10 h/ semaine pour l'animation et l'encadrement lors de la restauration scolaire,
- 1 adjoint d'animation (échelle C1) et 1 adjoint technique (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 20 h/ semaine,
- 1 adjoint d'animation (échelle C1) et 1 adjoint technique (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 26 h/ semaine,
- 1 adjoint d'animation (échelle C1) et 1 adjoint technique (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 28 h/ semaine,
- 1 adjoint d'animation (échelle C1) et 1 adjoint technique (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 30 h/ semaine,

**Le Conseil municipal est invité à autoriser la création des emplois non permanents énumérés du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025.**

#### **DE PLUS :**

Etant donné le besoin de prévoir l'entretien de l'ensemble des locaux de la collectivité, l'animation et l'encadrement lors de la restauration scolaire, l'animation et l'encadrement lors des mercredis et des ACM (ces tâches ne peuvent être réalisées par les seuls agents permanents de la collectivité), la direction des ressources humaines sollicite le Conseil Municipal sur la création de plusieurs emplois non permanents saisonnier d'activité à compter du 01/01/2025 comme suit :

- 3 adjoints d'animation (échelle C1) à temps complet
- 3 adjoints technique (échelle C1) à temps complet
- 1 adjoint d'animation (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 8 h/ semaine pour l'animation et l'encadrement lors de la restauration scolaire,
- 1 adjoint d'animation (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 10 h/ semaine pour l'animation et l'encadrement lors de la restauration scolaire,
- 1 adjoint d'animation (échelle C1) et 1 adjoint technique (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 20 h/ semaine,
- 1 adjoint d'animation (échelle C1) et 1 adjoint technique (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 26 h/ semaine,
- 1 adjoint d'animation (échelle C1) et 1 adjoint technique (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 28 h/ semaine,
- 1 adjoint d'animation (échelle C1) et 1 adjoint technique (échelle C1) dont la durée hebdomadaire de service est de 30 h/ semaine

**Le Conseil Municipal est invité à autoriser la création d'emplois non permanents liés à des accroissements saisonniers d'activité.**

#### **- Un accroissement saisonnier d'activité en période de vacances scolaires**

A compter du 01/01/2025, création de 6 emplois non permanents à temps complet au grade d'adjoint d'animation (échelle C1) pour chaque période de vacances scolaires (petites et grandes).



**Le Conseil Municipal est invité à autoriser la création de 6 emplois non permanents pour accompagner l'accroissement saisonnier d'activité en période de vacances scolaires.**

**Vote : Unanimité**

### **33) PAIEMENT DES HEURES ET NUITÉES ACM (HORS PERIODES ESTIVALES)**

Dans la continuité des démarches engagées par le CSC Florentine et afin d'encadrer le retour des séjours au ski, notamment, des animateurs vont devoir assurer des encadrements ponctuels.

Considérant qu'il est nécessaire de recruter des agents contractuels pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité ;

Considérant que les horaires de travail ne sauraient être figés et tiennent compte de la particularité de l'activité « Accueils de Loisirs »,

Afin d'uniformiser le paiement des heures pendant les heures de jours et éventuellement des nuitées des ACM, le service des Ressources Humaines propose les modifications suivantes :

- Les journées d'ACM seront comptabilisées à raison de 8h/jour,
- Une journée de préparation sera comptabilisée à raison de 8h,
- Pour les centres de loisirs au sein de la Maison de la Petite Enfance, une journée de préparation sera comptabilisée à raison de 4h,
- Une nuitée sera comptabilisée à raison de 3h / nuit, en heures complémentaires et/ou supplémentaires

La rémunération des agents sera calculée de ce fait sur un total de 8h/ jour de contrat auquel s'ajoutera une journée de préparation de 8h et éventuellement les nuitées lors des séjours.

Le taux horaire sera calculé par rapport à l'indice de rémunération selon le grade de l'agent concerné.

**LE CONSEIL MUNICIPAL est invité à autoriser l'application du paiement des heures au titre des ACM (hors périodes estivales).**

**Ce point est lié au retour des séjours au ski. Pour cette première édition, 20 jeunes des quartiers prioritaires partiront à Samoens.**

**Vote : Unanimité**

## **EDUCATION – JEUNESSE - ENFANCE**

### **34) CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE 2025-2028**

Le conseil municipal est invité à autoriser monsieur le maire à signer la nouvelle Convention Territoriale Globale CAMVS 2025/2028.

Cet engagement vise à poursuivre les démarches de diagnostic partagé et de projet à l'échelle intercommunale, autour des axes définis dans la CTG. Cette CTG matérialise l'engagement conjoint de la Caf du Nord et de la collectivité à maintenir un appui financier aux services aux familles du territoire. La signature conditionne la continuité des financements Bonus Territoire à compter du 01/01/2025.

**Vote : Unanimité**

## **CULTURE - SPORTS**

### **35) ADHESION AU PASSCULTURE**

L'Etat a mis en place le PASSCULTURE qui permet aux jeunes d'accéder via un compte individuel en ligne ou via un compte collectif en ligne géré par les établissements scolaires (pour les moins de 18 ans) à une offre culturelle.

Il est proposé de permettre aux services municipaux culturels d'offrir l'opportunité d'établir des offres individuelles ou collectives sur cette plateforme en ligne afin de permettre aux jeunes d'y accéder.

Cette plateforme permet aux structures culturelles d'être rémunérées sur ces prestations payantes et droits d'entrées, directement par virement bancaire (toutes les 2 à 3 semaines) lorsque les jeunes ou les établissements scolaires en ont bénéficier. La commune à travers ses établissements culturels peut en bénéficier.

L'accès à la plateforme est gratuit.



**Le Conseil Municipal** est invité à :

- **Approuver** l'adhésion au PASSCULTURE
- **Autoriser** le Maire ou son adjoint à percevoir cette recette nouvelle

**Précise** que les prix pratiqués pour les offres émises devront être conformes aux délibérations prises.

**Vote : Unanimité**

Avant de clôturer la séance, Monsieur le Maire aborde la seconde question orale du groupe Ensemble pour Aulnoye-Aymeries :

« Nous voulons savoir quand le tarif préférentiel du festival les Nuits Secrètes pour les habitants d'Aulnoye-Aymeries va être mis en place et annoncé. En effet, le festival a commencé la vente de billets 2025 et aucune information n'a été donnée ».

A noter : entre l'envoi de cette question et le Conseil, une information toutes boites a été distribuée aux Aulnésiens. Jean Durieux en profite néanmoins pour rappeler l'attachement des élus à ce festival pour lequel s'est battu Monsieur Baudoux. Il souligne que depuis 2 ans, chacun réfléchit à la façon d'instaurer un tarif préférentiel ; question complexe puisque la ville n'est pas le seul partenaire financier de l'événement. La Région, la CAMVS étant de forts contributeurs. Elément confirmé par Monsieur Baudoux qui rappelle que l'AMVS et la Région versent 400 000 €. Isabelle Mairiaux confirme que les deux courriers se sont croisés et qu'elle a bien eu l'information depuis. Elle reconnaît que les tarifs proposés aux Aulnésiens sont très intéressants et se félicite de cet avantage réservé aux locaux. Pour conclure, Monsieur Baudoux explique que pour parvenir à ce résultat, la ville s'est engagée financièrement auprès de l'association. Ces tarifs préférentiels ne seront possibles que jusqu'au 31 Mars, période pendant laquelle l'association vend ses places en tarifs premium.

Monsieur le maire lève la séance à 20 h 20.